

SDEG 16

308, rue de Basseau
16021 ANGOULEME Cedex
Téléphone : 05 45 67 35 00
Télécopie : 05 45 67 35 20
E-mail : sdeg16@sdeg16.fr
Site internet : www.sdeg16.fr



Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz
de la Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS n° 2015341BS0501

Réunion du Bureau Syndical du 7 décembre 2015

Date de convocation : 30 novembre 2015
Date d'affichage : 8 décembre 2015

OBJET : Mises à disposition de terrains pour postes de transformation.

L'an deux mille quinze, le sept du mois de décembre à 9 heures 30, le Bureau Syndical s'est réuni au siège du SDEG 16, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOLVIN, Président.

Nombre total de membres :	22
Quorum :	12
Nombre de présents au moment du vote :	19
Nombre de procuration au moment du vote :	1

Le Président

Expose :

- Que dans le cadre de ses travaux, le SDEG 16 a obtenu l'accord pour la mise à disposition gratuite de terrains afin d'y édifier un poste de transformation en cabine.
- Que les dossiers concernés sont les suivants :

Communes	Lieux dits	Parcelles	Surfaces en m ²	Prix au m ² en €	Propriétaires
GIMEUX	Le Trépied	AD 24	6,3	Mise à disposition	Monsieur et Madame Joël BAUDIN
LUXE	Les Accourants	ZH 68	9,7	Mise à disposition	Madame Lucette RICHARD

- Qu'en application de l'article 17.5 des statuts du SDEG 16 et de la délibération n°2014143CS0204 du Comité Syndical du 23 mai 2014 lui donnant délégation, il appartient au Bureau Syndical d'en débattre, d'en délibérer et d'autoriser ces mises à disposition.

Propose :

- D'autoriser le Président, au nom du SDEG 16, à procéder à la mise à disposition des terrains précités.

Après en avoir débattu et délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité :

- Confirme que les projets exécutés par le SDEG 16 sont d'utilité publique.
- Autorise le Président, au nom du SDEG 16, à procéder à la mise à disposition des terrains précités.
- Donne pouvoir au Président pour prendre toutes les décisions, accomplir toutes les formalités et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

En application des articles L.5721-4 et L.3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent acte est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication « ou affichage » et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.